



Numéro 709 du Vendredi 23 au Jeudi 29 juin 2006

## Leurres

En politique, l'arbre des audaces sociétales cache généralement la forêt de l'impeccable conformisme économique.

L'actualité nous en a donné plusieurs exemples éclairants la semaine dernière : alors que le gouvernement De Villepin tente de faire passer en force – une habitude pour le Premier Ministre – une fusion Suez/GDF (avec à la clé la privatisation de GDF) dont personne ne veut jusque dans les rangs de l'UMP, de quoi débat-on au Parti Socialiste ? De la « régulation publique » du cannabis et du mariage homosexuel !

Et *Libération*, organe officiel du social-libéralisme de nous informer gravement du revirement de Ségolène Royal sur la question du mariage gay !

Les communistes, comme tous les militants du mouvement social, ne peuvent qu'approuver ces deux propositions de bon sens. Non, décidément, l'ordre moral capitaliste n'est pas le nôtre !

Mais ce n'est pas tant sur la question des mœurs que sur les questions économiques et sociales que les citoyens attendent des propositions audacieuses, qui rompent avec la logique folle du capitalisme néolibéral.

En la matière, force est de constater que le PS ne défend pas le droit à la retraite à 60 ans à *taux plein*, pas plus que les 37 ans et demi de cotisation. Le projet socialiste ne remet pas en cause les privatisations opérées par la droite et par le gouvernement Jospin. Il ne dit pas un mot d'une quelconque augmentation des minima sociaux. Quant à la mesure phare du projet socialiste, porter le SMIC brut à 1500 euros d'ici 2012, c'est une promesse qui n'engage à rien : la réévaluation annuelle du SMIC qui a lieu chaque année au mois de juillet devrait de toute façon porter le salaire minimum brut aux alentours de 1500 euros en 2012...

Il est donc particulièrement grotesque de voir des dirigeants socialistes comme Malek Boutih invoquer l'esprit du 18 juin et de la Résistance à propos de la législation du cannabis alors que tout le programme du PS se caractérise par sa soumission totale à l'ordre économique capitaliste.

Disons-le sans ambages : quand les inégalités s'accroissent, quand le capitalisme dévaste tout autour de lui, l'audace sociétale à elle seule n'est qu'un leurre.

A droite, les leurres sont plus grossiers encore. C'est au nom du « *patriotisme économique* » que Dominique De Villepin entendait privatiser GDF, c'est-à-dire, en fait, offrir Gaz de France aux appétits du marché. Même les élus UMP se sont cette fois désolidarisés de leur chef devant les risques de hausses des tarifs du gaz. Ce n'est pas tant que les élus UMP aient soudain cessé d'être libéraux ou s'inquiètent du sort des catégories populaires qui sont les premières victimes des hausses de tarifs, mais nombre de députés de la majorité pensent désormais à leur réélection...

Quant à De Villepin, son lyrisme de matamore pseudo-gaulliste cache mal un libéralisme fanatique et une volonté de revanche sociale après son échec du CPE. Défait sur le front de la précarisation de nos vies, Dominique De Villepin suit toujours

aussi scrupuleusement l'agenda du MEDEF et de l'OMC qui veulent en finir avec les services publics.

C'est en ce sens qu'il faut comprendre l'annonce de la suppression de 15 000 nouveaux postes de fonctionnaires en 2007 : la réduction de la dette publique mise en avant par Thierry Breton n'est qu'un leurre qui cache à peine une volonté assumée de destruction des services publics.

Contre les leures de la droite comme de la gauche sociale-libérale, c'est aux communistes de poser les vraies questions et d'apporter les vraies réponses, celles qu'attendent des millions de salariés sur les questions de pouvoir d'achat, de sécurité d'emploi et de formation, de développement des services publics... Oui, en 2007, les communistes feront entendre une voix dissonante dans le concert du conformisme libéral !

**David NOËL**